



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine** × **NÉO
TERRA**

Cahier des charges

Appel à projets 2026

Investissements

*Maraîchage, floriculture, pépinière, petits fruits,
plantes aromatiques, à parfum et médicinales,
houblon et champignons.*

dans le cadre :

- du régime notifié SA.107520 (2023/N) relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production primaire
- du règlement UE N°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, modifié par le règlement UE 2024/3118 du 10 décembre 2024

Version 2 du 09 avril 2026

Pour la période du 03 avril au 15 juin 2026

Pour plus d'information :

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr>

I. Présentation du dispositif	3
A. Objectifs	3
B. Bénéficiaires éligibles	4
C. Conditions d'éligibilité du projet :	5
1. Eligibilité géographique	5
2. Eligibilité temporelle	5
3. Eligibilité : Engagement dans la transition agroécologique	5
4. Coûts admissibles : Dépenses éligibles	6
5. Dépenses inéligibles	6
6. Règles d'intervention financières (plafonds/ planchers) et taux d'intensité de l'aide	7
7. Périodicité des dossiers	7
D. Critères de priorité	7
E. Dispositions particulières	8
F. Les engagements	8
II. Modalités de dépôt des candidatures	8
A. Un dépôt dématérialisé par courriel	8
B. Calendrier de l'appel à projets	9
C. La suite donnée à la demande : rappel des étapes de la vie d'un dossier	9
III. Contacts	10
A. Contacts des services instructeurs :	10
B. Point d'accueil téléphonique PCAE :	10
IV. Information au sujet des données personnelles	11
V. Annexe1 : Liste des dépenses éligibles	11
VI. Annexe1 : Liste non exhaustive de dépenses inéligibles en complément du paragraphe I C5 dépenses inéligibles	13

I. Présentation du dispositif

A. Objectifs

Le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCEA) est un outil phare de la politique agricole de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Il s'inscrit dans les orientations de la feuille de route Néo-Terra pour un monde vert, durable et solidaire. 6 ambitions sont définies. L'ambition « se nourrir » est entièrement dédiée à l'agriculture et à l'alimentation :

- Étendre l'agroécologie à l'ensemble des exploitations agricoles tout en suscitant des vocations
- Transformer les produits agroalimentaires au plus proche des territoires de production et consommation
- Rendre accessible à toutes et tous des produits sains, locaux et de qualité

Ainsi, le PCEA permet de soutenir les investissements visant à améliorer la performance économique, environnementale et sociale des exploitations agricoles. Il se décline en dispositifs d'aide sous forme d'appels à projets complémentaires et indépendants qui sont échelonnés tout au long de l'année.

L'objectif est de permettre un changement de pratiques vers l'agroécologie tout en visant un maintien du potentiel de production et une alimentation saine et locale.

Plus d'information : <https://www.neo-terra.fr/>

Les dispositions du présent règlement d'appel à projets définissent, pour la Région Nouvelle-Aquitaine et pour la période du 03 avril au 15 juin 2026, l'ensemble des modalités incombant aux porteurs de projets sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement dans le cadre de l'opération « Investissements Maraîchage, floriculture, pépinière, petits fruits, plantes aromatiques, à parfum et médicinales, houblon et champignons ».

Cette opération vise à apporter son soutien au développement des productions régionales en contribuant également à l'essor des marchés locaux, à favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs et de jeunes agriculteurs ainsi que la mise en place de pratiques agro-environnementales.

Cet appel à projets inclut également l'arboriculture (hors Programme Opérationnel fruits et légumes). En revanche, les pépinières produisant des plants de vigne en sont exclues. Elles bénéficient d'un appel à projets dédié.

De même, les investissements dédiés majoritairement aux grandes cultures ou à la viticulture ne rentrent pas dans le cadre de cet appel à projets.

B. Bénéficiaires éligibles

Une surface agricole ou activité agricole maximales :

Les porteurs de projets éligibles ont une surface agricole des productions visées par le présent cahier des charges inférieure ou égale à 3 hectares (exception pour la myciculture 4000 m²).

L'établissement de cette surface se réalisera à partir du relevé parcellaire MSA en cours de validité.

En cas d'absence de relevé parcellaire en lien avec certains types de productions, l'appréciation de la surface agricole sera remplacée par celle d'une activité agricole maximale de 2000 h de travail par an.

L'établissement de cette quotité se réalisera à partir d'un document de la MSA (attestation ou relevé).

Les agriculteurs nouvellement installés ou en cours d'installation devront fournir ce document au plus tard à la demande de paiement.

Les exploitations agricoles :

Les porteurs de projets éligibles sont les exploitations agricoles qui rentrent dans l'une des trois catégories ci-dessous :

1. Agriculteur actif personne physique, assuré pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge légal limite de la retraite (*) à taux plein (67 ans) tel que défini dans le régime des salariés, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à la retraite à la date de dépôt de la demande.

(*) Au-delà de 67 ans, l'agriculteur ne doit pas être en situation de pouvoir cumuler les aides de la PAC et une pension de retraite, quel que soit le montant de ladite pension et **quel que soit le régime légal ou rendu légalement obligatoire, de base et complémentaire liquidé ou partiellement liquidé** (y compris la retraite progressive). Sont exclus du critère : la pension de réversion qui ne correspond pas aux droits propres d'un individu et l'épargne retraite supplémentaire (par capitalisation et non obligatoire) et autres dispositifs assurantiels non obligatoires, la pension attribuée pour des fonctions électives et la prestation de fidélisation et de reconnaissance attribuée aux sapeurs-pompiers volontaires.

2. Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme sociétaire (à l'exclusion des SCI et GFA), remplissant les conditions suivantes cumulatives :

- l'objet de la société est agricole,

ET

- au moins un associé respecte les conditions fixées pour une personne physique¹, ou en l'absence, l'ensemble des dirigeants doivent relever du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles, ne pas avoir fait valoir leurs droits à la retraite dès lors qu'ils ont dépassé 67 ans, et détenir directement conjointement plus de 25% de parts sociales de la société qu'ils dirigent.

¹ L'associé doit être affilié à l'ATEXA au titre de son activité au sein de la société. Cela signifie qu'il doit être considéré par la MSA comme participant aux travaux au sein de la société.

3. Agriculteur actif personne morale exerçant sous forme d'association ou de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) remplissant les conditions suivantes cumulatives :

- l'objet de l'association est agricole,
- au moins un adhérent respecte les conditions fixées pour une personne physique ou morale.

→ Les collectifs d'agriculteurs :

Groupement d'agriculteurs actifs de personnes physiques ou morales telles que définies ci-avant.

Les bénéficiaires **non éligibles** à l'opération sont les suivants :

- Les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA),
- Les sociétés coopératives agricoles ainsi que leurs filiales,
- Les établissements d'enseignement agricole.

C. Conditions d'éligibilité du projet :

1. Éligibilité géographique

Le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine.

2. Éligibilité temporelle

Le dispositif se présente sous la forme d'un appel à projets ouvert du 03 avril au 15 juin 2026.

Les dépenses éligibles correspondent aux investissements ayant débuté à partir du 1^{er} janvier 2026.

Les dépenses engagées (devis signé ou bon de commande) avant cette date ne sont pas éligibles dans le cadre de cet appel à projets à l'exception des dépenses réalisées à la suite d'une déclaration de démarrage anticipé.

En revanche, les porteurs de projets ayant une date démarrage antérieure à la date de dépôt de la demande de subvention sont tenus de justifier le montant d'aide des minimis reçu au cours des 3 derniers exercices comptables.

3. Éligibilité : Engagement dans la transition agroécologique

Les financements publics accompagnant cette opération s'adressent :

- aux demandeurs dont les sièges d'exploitation sont situés **dans une commune reconnue en état de catastrophes naturelles au titre des inondations** de février 2026. En revanche, les exploitations sinistrées ayant leur siège hors de la zone reconnue seront examinées au cas par cas eu égard aux conséquences financières. (voir LISTE COMMUNES SINISTREES)

OU

- aux demandeurs dont les exploitations sont certifiées ou en conversion en **Agriculture Biologique** sur l'atelier ou les ateliers de productions végétales, objet(s) de la demande d'aide.

Les exploitations qui sont en première année de conversion au moment du dépôt de la demande devront fournir une attestation d'engagement de l'organisme certificateur,

OU

- aux demandeurs dont l'exploitation est **certifiée Haute Valeur Environnementale (HVE)** ou équivalente reconnue par la région : IDOKI , Haute Valeur Naturelle (HVN), ou Sillon Responsable niveau « Avancé » ou « confirmé » ou diagnostic IR (Indice de Régénération) supérieur à 40 (vérifié).

Les exploitations en cours de certification HVE devront fournir un diagnostic d'audit HVE favorable, signé de l'organisme de contrôle, avant le 31 août 2026.

Cependant, les demandeurs en cours d'installation, en l'absence d'historique cultural, devront compléter l'attestation d'engagement HVE ou équivalent située en annexe 1 du formulaire.

En l'absence de certification, la demande de paiement sera rejetée.

En cas de projet collectif, les deux conditions : Bio et HVE, ou démarche équivalente, peuvent se compléter, c'est-à-dire qu'une partie des agriculteurs peut répondre au critère BIO tel que présenté et une autre au critère HVE ou démarche équivalente dans la mesure où ils représentent 100% des associés.

4. Coûts admissibles : Dépenses éligibles

Le porteur de projet est tenu d'informer la Région de toute demande multiple de subvention relative au projet présenté. L'absence de déclaration à ce titre est susceptible d'entraîner le rejet de la demande en cas de détection.

À compter d'avril 2026, dans le cadre des dispositifs PCAE Maraîchage et PCAE Plan Végétal Environnemental (PVE), un même porteur de projet ne pourra pas déposer simultanément des dossiers sur ces deux dispositifs, quel que soit le projet concerné.

A l'exception des exploitations touchées lors des inondations de février 2026 situées dans une commune sinistrée (cf. **LISTE COMMUNES SINISTREES**), le porteur de projet ne doit pas avoir bénéficié, au cours des deux années précédant la date de publication du présent cahier des charges, d'un accompagnement au titre du PCAE Plan Végétal Environnemental ou du présent dispositif. En revanche, il demeure éligible au dépôt de dossiers relevant d'autres dispositifs d'aide.

Les dépenses éligibles sont appréciées hors taxe et portent sur :

- Les investissements matériels exclusivement liés au projet (cf annexe 1).
- Les matériaux liés aux travaux d'auto-construction en lien direct avec le projet.

Les investissements d'occasion peuvent être pris en compte dans la demande de subvention pour certaines catégories, se référer à l'annexe des dépenses éligibles.

-les devis ou factures inférieures à 500 € HT ne sont pas éligibles

-les tickets de caisse ne sont pas recevables à la demande de paiement

- à la demande de paiement, le nombre de factures devra être équivalent au nombre de devis présentés : une seule tolérance de 1 à 2 factures de plus que le nombre de devis pourra être acceptée.

-les dépenses doivent être supportées par le porteur de projet (compte de l'exploitation)

5. Dépenses inéligibles

Les dépenses inéligibles sont (liste non exhaustive) :

- la TVA,
- les serres chauffées,

- o les captages d'eau (à l'exception des récupérateurs d'eau de pluie inférieurs à 800m³) canalisations, pompes, systèmes d'irrigation (asperseur et goutte à goutte),
- o achats de plants et de semence,
- o la maîtrise d'œuvre,
- o les consommables et les jetables,
- o la location de matériels,
- o les équipements liés à la vente de produits agricoles,
- o les coûts d'acquisition foncière,
- o les frais de montage de dossier,
- o les investissements destinés au stockage de matériels agricoles,
- o les contributions en nature,
- o la main d'œuvre liée aux travaux d'auto-construction,
- o les équipements en copropriété,
- o les investissements qui concernent des opérations de renouvellement ou de remplacement à l'identique,
- o les investissements financés par un crédit-bail,
- o les investissements financés par délégation de paiement.

6. Règles d'intervention financières (plafonds/ planchers) et taux d'intensité de l'aide

- o plancher de dépenses éligibles à atteindre au dépôt de la demande : **3 000 € HT**
- o plafond de dépenses éligibles : **18 000 € HT**
- o taux d'aide publique de base tout financeur confondu : **30%**
- o + bonification de **10 %** pour les exploitations à minima engagées en AB (avec certification obligatoire au plus tard au dépôt de la demande de paiement)
- o le versement de l'aide se réalise à partir d'une seule demande de paiement de l'aide.

7. Périodicité des dossiers

Une exploitation ne peut présenter qu'un seul dossier à cet appel à projets.

Le dépôt d'un nouveau projet pour une même exploitation agricole (même numéro de SIRET) devra obligatoirement être postérieur à la date de réception par la Région de la demande de solde ou de clôture de toute attribution d'aide obtenue dans ce cadre.

D. Critères de priorité

Les demandes d'aides des agriculteurs nouvellement installés dans le cadre d'un dispositif d'aide à l'installation (cf. définition en E) et primo-demandeurs seront classées comme ultra-prioritaires. Leur financement est assuré à l'issue de l'appel à projets.

Les autres demandes d'aide seront financées dans la limite des crédits disponibles à l'issue de l'appel à projets, par ordre décroissant des priorités suivantes :

- les autres primo-demandeurs,
- les non primo-demandeurs agriculteurs nouvellement installés dans le cadre d'un dispositif d'aide à l'installation,
- les autres non primo-demandeurs.

Le caractère primo-demandeur s'établit à partir du numéro Siret de l'exploitation, qui n'a pas obtenu une attribution d'aide dans ce cadre lors des trois précédents appels à projets (2023 à 2025).

E. Dispositions particulières

Définition des agriculteurs nouvellement installés dans le cadre d'un dispositif d'aide à l'installation :

Agriculteurs installés dans le cadre de la DJA : sont agriculteurs actifs, ayant bénéficié de la DJA pour leur installation depuis moins de 4 ans à la date de dépôt de la présente demande d'aide. La date de leur installation est celle qui figure sur le certificat de Conformité Jeune Agriculteur (CJA).

Agriculteurs installés dans le cadre de la DNJA : sont agriculteurs actifs, ayant bénéficié de la DNJA pour son installation depuis moins de 4 ans à la date de dépôt de la présente demande d'aide. La date de son installation est celle qui figure sur l'attribution de l'aide à l'installation (date d'arrêté ICP figurant sur la décision juridique).

Agriculteurs installés dans le cadre d'un prêt d'honneur : sont agriculteurs actifs, ayant obtenu un prêt d'honneur de la Région depuis moins de 4 ans à la date de dépôt de la présente demande d'aide (date de signature du contrat entre la plateforme et le bénéficiaire du prêt d'honneur).

Pour être considéré comme nouvellement installé dans le cadre d'un dispositif, le dépôt de dossier **doit intervenir moins de 4 ans après la date de la décision d'octroi de la subvention ou du prêt d'honneur.**

F. Les engagements

Les dates limite de réalisation seront mentionnées dans l'arrêté attributif qui sera adressé au porteur de projet dans les semaines qui suivent le vote du dossier en commission permanente de la Région.

Tout demandeur s'engage à respecter les obligations (engagements du demandeur) indiquées dans le formulaire de demande de subvention.

Le bénéficiaire s'engage en particulier à :

- Maintenir les investissements pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention ;
- Informer le service instructeur de toute modification des éléments transmis dans le cadre de la demande d'aide : statut, adresse, nature du projet, abandon ;
- Réaliser la publicité.

II. Modalités de dépôt des candidatures

A. Un dépôt dématérialisé par courriel

Les dossiers devront être déposés de manière dématérialisée, à l'adresse de messagerie suivante : maraichage@nouvelle-aquitaine.fr . Pour cela :

- libeller l'objet du mail : **maraichage/nom du porteur de projet/département** (ex : *maraichage/GAEC DUPONT/16*)
- mettre le dossier en pièces jointes avec 3 fichiers pdf dénommés : **Formulaire de Demande de subvention FDS/devis/autres pièces demandées**

Privilégier l'envoi d'un seul email (n'utiliser qu'à titre exceptionnel l'envoi d'un 2^e e-mail).

Il est vivement conseillé de transmettre son dossier complet le plus en amont possible de la date de fin de l'appel à projets.

B. Calendrier de l'appel à projets

L'appel à projets est ouvert du **03 avril au 15 juin 2026**.

C. La suite donnée à la demande : rappel des étapes de la vie d'un dossier

Etape 1 : dépôt de dossier

- Dépôt de dossier au plus tard le **15 juin 2026**. Les contacts sont indiqués à la partie IV du présent document.

La date retenue pour le dépôt du dossier est la date d'envoi du courriel ou le cas échéant, le cachet de la poste par envoi postal ou le tampon du service instructeur.

- Cette date sera inscrite sur l'**accusé de réception avec le cas échéant autorisation de démarrage des travaux sans promesse de subvention** sous réserve que le formulaire de demande de subvention soit complété et signé avec informations minimales suivantes : identification demandeur (nom et adresse), libellé, localisation et description du projet, dates de début et de fin de réalisation prévisionnelles du projet, liste des dépenses, type d'aide et montant d'aide publique sollicités, la date et la signature du porteur du projet).



Etape 2 : instruction du dossier

Un dossier est complet si :

- Le formulaire de demande d'aide complété est signé et accompagné des pièces à joindre conformes et recevables.
- **Instruction du dossier** par les services.
Des pièces ou informations complémentaires peuvent être demandées selon les situations.

ATTENTION :

Les dossiers doivent être obligatoirement complets pour pouvoir être instruits.

Les dossiers restés incomplets seront rejetés. (cf. liste des pièces)

Cependant, pour les demandeurs installés récemment, certaines pièces pourront être remises après la clôture de l'appel à projets le 15 juin 2026 et au plus tard le 31 août 2026. (Pour plus de précisions, se reporter à la liste des pièces du formulaire de demande d'aide).



Etape 3 : passage en comité de sélection

Le comité de sélection est réuni pour émettre un avis sur chaque demande : favorable ou défavorable ou ajournement.



Etape 4 : vote des crédits publics

Vote des crédits publics de chaque financeur pour les dossiers ayant reçu un avis favorable en comité de sélection.



Etape 5 : décision juridique

Envoi de la décision juridique d'octroi de subvention au bénéficiaire pour les dossiers ayant reçu un avis favorable.

III. Contacts

A. Contacts des services instructeurs :

maraichage@nouvelle-aquitaine.fr

B. Point d'accueil téléphonique PCAE :

Pour toutes demandes d'informations sur le présent appel à projets et plus largement sur les dispositifs du PCAE, ainsi que sur les certifications environnementales, vous pouvez contacter les correspondants **PCAE** de votre département.

Pour information, le montage de votre dossier de demande de subvention peut être réalisé par toutes structures compétentes dans le domaine (organisation de producteurs, structures de conseils, Chambre d'agriculture, centre de gestion, syndicats de Pays, EPCI, association environnementale...).

Pour le PCAE, vous trouverez ci-après les coordonnées des correspondants des Chambres d'Agriculture :

Département		Nom	Adresse mail	Téléphone
Charente	PCAE	Nicolas CHASLARD	nicolas.chaslard@charente.chambagri.fr	05 45 24 49 49
Charente Maritime	PCAE	Nadège WITCZAK	nadege.witczak@cmds.chambagri.fr	06 80 98 02 44
Corrèze	PCAE	Bernard VIALLANEIX	b.viallaneix@correze.chambagri.fr	05 55 46 78 46
Creuse	PCAE	Renaud SELLES	renaud.selles@creuse.chambagri.fr	05 55 61 50 25
Dordogne	PCAE	Elodie PEYRAT	elodie.peyrat@dordogne.chambagri.fr	05 53 35 88 33
Gironde	PCAE	Cédric MAUGER	c.mauger@gironde.chambagri.fr	05 57 49 27 36
Landes	PCAE	Romane BORDENAVE	romane.bordenave@landes.chambagri.fr	05 58 85 45 09
Lot-et-Garonne	PCAE	Valérie GORZA	valerie.gorza@cda47.fr	06 48 50 16 66
Pyrénées-Atlantiques	PCAE	Solène ROUSSEAU	s.rousseau@pa.chambagri.fr	05 59 80 70 14
Deux-Sèvres	PCAE	Michel SERRES	michel.serres@cmds.chambagri.fr	05 49 77 15 15
Vienne	PCAE	Marjorie NIORT/Gaëlle DE BERRANGER	reglementaire@vienne.chambagri.fr	05 49 44 74 74
Haute-Vienne	PCAE	Christelle FAUCHERE	christelle.fauchere@haute-vienne.chambagri.fr	05 87 50 42 41 06 69 07 93 21

Pour les certifications HVE, des structures peuvent vous accompagner. Vous en trouverez la liste en suivant ce lien : [Accompagner les exploitations agricoles vers la certification HVE \(nouvelle-aquitaine.fr\)](https://www.nouvelle-aquitaine.fr/compagner-les-exploitations-agricoles-vers-la-certification-hve)

IV. Information au sujet des données personnelles

La Région collecte vos données personnelles pour instruire votre demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets / candidatures.

Ces données sont traitées par le(s) service(s) instructeur(s).

Les destinataires des données sont la Région Nouvelle-Aquitaine, l'Agence de Service et de Paiement et nos partenaires régionaux (Chambres d'agriculture, Départements).

Si vous souhaitez obtenir la liste des partenaires, merci de faire une demande auprès du (de la) Délégué(e) à la Protection des Données de la Région, soit par courrier électronique à « dpo@nouvelle-aquitaine.fr », soit par courrier postal à « Région Nouvelle-Aquitaine – Délégué(e) à la Protection des Données – 14 rue François de Sourdis - 33077 Bordeaux Cedex ».

Ces données pourront également être utilisées à des fins statistiques et d'évaluation ainsi que pour vous tenir informés d'éventuelles évolutions de politiques publiques vous concernant.

Vos données seront conservées pendant toute la durée du traitement, puis seront détruites ou archivées conformément aux instructions qui régissent les archives régionales.

Vous pouvez exercer vos droits d'accès, rectification, limitation, opposition, effacement et adresser toute demande concernant le présent traitement auprès de la déléguée à la protection des données de la région Nouvelle-Aquitaine : dpo@nouvelle-aquitaine.fr.

Pour plus d'information sur notre politique générale en matière de protection des données :

<https://www.nouvelle-aquitaine.fr/donnees-personnelles>

V. Annexe 1 : Liste des dépenses éligibles

Type	N° Catégorie	CATEGORIE	INVESTISSEMENTS ELIGIBLES	Eligibilité Occasion
Abris froids avec ou sans système de mise hors gel des cultures <i>* les garanties et caractéristiques techniques devront être impérativement surlignées sur le devis ou fiche technique liée.</i>	1	Extensions, constructions avec armature neuve ou d'occasion	Structure haute garantie constructeur aléas climatiques (vent et neige) * , couverture transparente neuve avec une garantie de protection aux ultraviolets d'au moins de 4 ans* + travaux si réalisés par une entreprise	OUI
	2	Rénovations d'abris hauts : couverture (Catégorie réservée aux porteurs de projets situés dans une commune sinistrée)	Couverture transparente neuve avec une garantie de protection aux ultraviolets d'au moins de 4 ans * - Une attestation d'élimination des films usagés du centre de recyclage est à fournir au plus tard à la demande de paiement de l'aide.	NON
	3	Protections complémentaires	Filets ombrage sur structure haute existante, avec un grammage supérieur ou égal à 65g/m² * , écrans thermiques d'une durée de vie d'au moins 5 ans*	NON
	3 bis		Filets brise vent avec un grammage supérieur ou égal à 65g/m²*	NON
	4	Equipements	Tables de culture, de semis, confection de motte ou de rempotage	OUI

Type	N° Catégorie	CATEGORIE	INVESTISSEMENTS ELIGIBLES	Eligibilité Occasion
Equipements et matériels pour les cultures éligibles <i>* les garanties et caractéristiques techniques devront être impérativement surlignées sur le devis ou fiche technique liée</i>	5	Stockage de l'eau de pluie	Bassin, citerne, ou réservoir souple pour la récupération des eaux de pluies des toitures ou couvertures, pour un volume d'ouvrage maximum de 800 m³ * (dont membrane, géotextile, couverture, clôture de protection de l'ouvrage) + matériaux lit de pose et travaux de terrassement si réalisé par une entreprise.	OUI
	6	Equipements de gestion des adventices	Toiles de paillage en polypropylène tissées avec un grammage supérieur ou égal à 130g/m² *	NON
	7	Equipements pour réduire la présence des insectes ravageurs	Filets en polyéthylène haute <u>densité anti-insectes</u> avec un grammage supérieur ou égal à 75 g/m²*	NON
	8	Matériels attelés portés ou semi-portés, nécessitant une puissance motrice mécanique ou animale	- pour la mise en culture, le désherbage, l'entretien mécanique des sols et la récolte (hors transport récolte) - pour le broyage : matériels de broyage à axe horizontal d'un poids maximum de 500 KG. *	OUI
	9	Matériels manuels	- pour la mise en culture, le désherbage, l'entretien mécanique des sols et la récolte (hors contenants) : matériels manuels non motorisés conçus spécifiquement pour les cultures éligibles dans le présent cahier des charges. Les matériels de cette catégorie doivent être regroupés sur un ou plusieurs devis.	OUI
	10	Robot ou engin autonome	- pour la mise en culture, l'entretien mécanique des sols désherbage mécanique et la récolte	OUI
	11	Portes outils électriques polyvalents et spécifiques maraîchage	Porte outils électriques permettant d'assurer plusieurs postes de travail manuel ergonomique parmi : plantation, désherbage, récolte de culture maraîchère	OUI
	12	Systèmes de protection pour prévenir les dégâts de gibiers	Clôtures, balises et autres dispositifs pour prévenir les dégâts de gibiers.	OUI
	13	Matériels liés à la production de plants et plantes en pots	Remplisseuse de pots, repoteuse, motteuse, semoir.	OUI
	Myciculture	14	Salle de pousse myciculture	Salle de pousse myciculture avec isolation thermique muni d'un système d'éclairage, d'aération et de ventilation.
Houblon	15	Structure houblon	Supports de culture houblon (poteaux, câbles, etc.)	OUI
Kiwis	16	Couverture semi-intégrale de vergers de kiwis	Couverture à l'aide de film en polyéthylène à haute densité, mono laminé en polyéthylène basse densité ayant pour caractéristiques techniques minimales : poids du film = 160g/m²* et protection anti UV : garantie 4 ans * + travaux si réalisés par une entreprise.	NON

VI. Annexe 1 : Liste non exhaustive de dépenses inéligibles en complément du paragraphe I C5 dépenses inéligibles

Type	N° Catégorie	CATEGORIE	EXEMPLES D'INVESTISSEMENTS <u>NON ELIGIBLES</u> sur ces catégories
Abris froids avec ou sans système de mise hors gel des cultures* <i>les garanties et caractéristiques techniques devront être impérativement surlignées sur le devis ou fiche technique liée</i>	1	Extensions, constructions avec armature neuve ou d'occasion *	- éléments partiels de la structure : portes, motorisation ouverture... - tunnels nantais, structure auto construite (jardin d'hiver, serre bioclimatique), serres chauffées, serres photovoltaïques - travaux d'électricité dont raccordement - couverture d'occasion non éligible (à l'exception des couvertures verre et polycarbonate)
	2	Rénovations d'abris hauts (couverture) *	- boulonnerie, accessoire, autres pièces détachées qui sont en dehors du devis ou de la facture concernée - couverture d'occasion non éligible
	3	Protections complémentaires (ombrage, vent) *	- voiles d'hivernage et forçage - arceaux et agrafes qui sont en dehors du devis et de la facture protections complémentaires
	3 bis		
	4	Equipements	- plaques de semis et autres consommables
Equipements et matériels pour les cultures éligibles <i>* les garanties et caractéristiques techniques devront être impérativement surlignées sur le devis ou fiche technique liée</i>	5	Stockage de l'eau de pluie *	- gouttière, descente, pompe - matériaux lit de pose et terrassement non lié à un devis et facture de l'entreprise de travaux - stockage eaux de ruissellement
	6	Equipements de gestion des adventices *	- voiles d'hivernage et forçage
	7	Equipements pour réduire la présence des insectes ravageurs *	- arceaux et agrafes qui sont en dehors du devis et de la facture filets gestion adventices ou anti-insectes
	8	Matériels attelés portés ou semi-portés, nécessitant une puissance motrice mécanique ou animale pour la mise en culture, le désherbage, l'entretien mécanique des sols et la récolte (hors transport récolte) *	- traction motorisée (tracteur, microtracteur, motoculteur...) - distributeur engrais, épandeur à fumier ou compost, remorques ...
	9	Matériels manuels non motorisés pour la mise en culture, le désherbage, l'entretien mécanique des sols et la récolte (hors contenants)	- matériel portatif tel que débroussailleuse, élagueuse... - matériel manuel qui ne serait pas directement consacré à la mise en culture, le désherbage, l'entretien mécanique des sols, la récolte : nappes chauffantes, matériel de traitement, de fertilisation ou épandage, matériel manutention : diable, brouette non spécifique, matériel de mesure : hygromètre...
	10	Robot ou engin autonome pour la mise en culture, l'entretien mécanique des sols et la récolte	
	11	Portes outils électriques polyvalents et spécifiques maraîchage	- matériels non polyvalents et/ou non spécifiques pour cultures éligibles
	12	Systèmes de protection pour prévenir les dégâts de gibiers	- consommables (protections individuelles des arbres et arbustes...)
	13	Matériels liés à la production de plants et plantes en pots	Consommables
	Myciculture	14	Salle de pousse myciculture
Houblon	15	Structure houblon	
Kiwis	16	Couverture semi-intégrale de vergers de kiwis *	